

Art. 5. Chapitre V. — "Dispositions finales" du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

"Chapitre V. — Dispositions transitoires et finales.

Art. 19. Quant aux accords de principe donnés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté le règlement tel que visé à l'article 7 prend cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. La durée de validité limitée telle que visée à l'article 14, § 1er du présent arrêté vaut également pour les agréments en cours. Quant aux agréments accordés moins de cinq ans avant l'entrée en vigueur du présent arrêté la durée de validité limitée de cinq ans prend cours à la date d'agrément. Quant aux agréments accordés plus de cinq ans avant l'entrée en vigueur du présent arrêté une prorogation de l'agrément limitée à 5 ans sera décidée avant le 31 décembre 1997.

Art. 19. La structure agréée est tenue de soumettre chaque année un rapport d'activité à l'organisme "Kind en Gezin". Ce rapport est rédigé conformément aux directives de "Kind en Gezin".

Art. 20. Toutes les pièces justificatives doivent être conservées sur place pendant 10 ans au moins, excepté les dossiers des enfants placés et des familles d'accueil, qui doivent être conservés 3 ans après la fin de la participation ou de l'accueil."

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 2 décembre 1994.

Bruxelles, le 30 mai 1995.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 2500

[C — 27481]

#### 18 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon définissant les règles complémentaires aux délégations accordées aux fonctionnaires dirigeants du Centre régional d'aide aux communes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, notamment les articles 5, 7 et 13, 5°;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mars 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de passation et d'exécution de marchés publics, de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 23 mars 1995 portant création d'un centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, est entré en vigueur le 23 mars 1995;

Considérant que son article 13, 5°, habilite le Gouvernement à déterminer les règles complémentaires relatives aux délégations de compétences qui sont attribuées aux fonctionnaires dirigeants;

Considérant la nécessité de permettre au Centre régional d'aide aux communes d'entamer ses activités dans les plus brefs délais;

Considérant qu'il s'impose dès lors d'arrêter sans retard lesdites règles complémentaires;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1° par le Ministre : le Ministre délégué par le Gouvernement wallon pour l'exercice de la tutelle des pouvoirs locaux;

2° par le Centre : le centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

3° par le décret : le décret du 23 mars 1995 portant création d'un centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne.

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le directeur général, le 1er directeur général adjoint et le 2e directeur général adjoint assurent conjointement la gestion journalière du Centre.

Chaque acte ou document relevant de cette gestion journalière est valablement signé dès lors qu'il porte la signature soit du directeur général et du 1er directeur général adjoint, soit du 1er directeur général adjoint et du 2e directeur général adjoint.

**Art. 3. § 1er.** Il est institué un comité de direction comprenant les fonctionnaires dirigeants à savoir le directeur général, le 1er directeur général adjoint et le 2e directeur général adjoint.

§ 2. Le directeur général, le 1er directeur général adjoint et le 2e directeur général adjoint prennent conjointement au sein du comité de direction les décisions et les engagements utiles à la réalisation des missions du Centre telles que visées à l'article 5 du décret, ainsi qu'à l'engagement des personnes sous contrat de travail conformément aux dispositions de l'article 15 du décret.

**Art. 4. § 1er.** Par dérogation à l'article 3, le directeur général et le 1er directeur général adjoint sont compétents conjointement :

1° pour exécuter le budget du Centre, en l'occurrence pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables à charge des crédits du budget prévus et jusqu'à concurrence du montant de FB 1 250 000 (un million deux cent cinquante mille francs) taxe sur la valeur ajoutée non comprise, et ce conformément aux dispositions légales, décrets et réglementaires en vigueur;

2° pour contracter les emprunts visés à l'article 12 du décret.

§ 2. Par dérogation aux articles 2 et 3, et dans le cadre de l'exécution des décisions visées à ces articles, le 1er directeur général adjoint et le 2e directeur général adjoint sont compétents conjointement pour :

1° dans les limites des crédits disponibles, et sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce jusqu'à concurrence du montant de FB 1 250 000 (un million deux cent cinquante mille francs) taxe sur la valeur ajoutée non comprise;

- arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, engager la procédure et procéder à la conclusion du marché;

- imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées à l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

- accomplir les actes concernant l'exécution des marchés relatifs au fonctionnement du Centre;

2° assurer la gestion du personnel du Centre;

3° représenter le Centre à l'égard des tiers et en justice dans les actions judiciaires exercées tant en demandant qu'en défendant;

4° prendre les mesures utiles en matière d'assurances notamment au bénéfice du personnel du Centre.

§ 3. Les délégations prévues au § 2, 1°, sont valables pour autant que l'objet de la dépense, le mode de passation du marché et les conditions du marché aient fait l'objet d'une décision du comité de direction.

**Art. 5.** Le comité de direction peut déléguer, aux conditions et modalités qu'il fixe, tout ou partie des pouvoirs de signature dont sont investis les fonctionnaires dirigeants. Le Ministre en est informé.

**Art. 6.** En cas d'urgence ou en cas d'absence de plus de huit jours d'un ou plusieurs fonctionnaires dirigeants, les compétences sont exercées par les fonctionnaires dirigeants présents ou à défaut par le seul fonctionnaire dirigeant présent, à l'exclusion des compétences visées à l'article 3.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 mai 1995.

**Art. 8.** Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
B. ANSELME

#### ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2500

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

**18. MAI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung zusätzlicher Regelungen für die den leitenden Beamten des "Centre régional d'aide aux communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) gewährten Vollmachten**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988 und das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere Artikel 2, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, insbesondere der Artikel 5, 7 und 13, 5°;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. März 1979, 4. Februar 1980, 20. August 1981, 30. März 1983, 19. August 1985 und 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 über die Gewährung von Vollmachten in Sachen Abschluß und Ausführung von öffentlichen Aufträgen von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren am 23. März 1995 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, daß aufgrund von Artikel 13, 5° des vorgenannten Dekrets die Regierung befugt ist, die zusätzlichen Regelungen bezüglich der den leitenden Beamten gewährten Vollmachten festzulegen;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, dem regionalen Beihilfezentrum für die Gemeinden zu ermöglichen, seine Arbeit unverzüglich aufzunehmen;

In der Erwägung, daß es daher unerlässlich ist, die genannten zusätzlichen Regelungen zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Bestimmungen :

1° der Minister: der Minister, der von der Wallonischen Regierung beauftragt wurde, um die Aufsicht über die lokalen Behörden auszuüben;

2° das Zentrum: das regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden, das damit beauftragt wurde, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

3° das Dekret: das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren.

**Art. 2.** Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gewährleisten der Generaldirektor, der erste beigeordnete Generaldirektor und der zweite beigeordnete Generaldirektor gemeinsam die tägliche Verwaltung des Zentrums.

Jede Urkunde oder jedes Schriftstück, das anlässlich dieser täglichen Verwaltung abgefaßt wird, gilt als rechtsgültig unterzeichnet, wenn es entweder die Unterschrift des Generaldirektors und des ersten beigeordneten Generaldirektors, oder die Unterschrift des ersten beigeordneten Generaldirektors und des zweiten beigeordneten Generaldirektors trägt.

**Art. 3. § 1.** Ein Führungsausschuß wird gegründet, der die leitenden Beamten umfaßt, d.h. den Generaldirektor, den ersten beigeordneten Generaldirektor und den zweiten beigeordneten Generaldirektor.

§ 2. Der Generaldirektor, der erste beigeordnete Generaldirektor und der zweite beigeordnete Generaldirektor fassen gemeinsam innerhalb des Führungsausschusses Beschlüsse und gehen Verbindlichkeiten ein, die für die Durchführung der Aufgaben des Zentrums nützlich sind, wie z.B. jene, die in Artikel 5 des Dekrets angeführt werden. Zudem nehmen sie gemeinsam die Einstellung von Personen im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses gemäß Artikel 15 des Dekrets vor.

**Art. 4. § 1.** In Abweichung von Artikel 3, sind der Generaldirektor und der erste beigeordnete Generaldirektor gemeinsam zuständig für :

1° die Haushaltsdurchführung des Zentrums, d.h. ihre Aufgabe besteht darin, die zu Lasten der Mittel des vorangeführten Haushalts anrechenbaren Ausgabeverpflichtungen einzugehen, sowie Ausgaben zu genehmigen und anzuordnen und zwar bis zu einem Betrag von BEF 1 250 000 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Belgische Francs), ausschließlich Mehrwertsteuer und zwar gemäß den geltenden gesetzlichen, dekretmäßigen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen;

2° die Aufnahme der in Artikel 12 des Dekrets angeführten Darlehen.

§ 2. In Abweichung von Artikel 2 und 3 und im Rahmen der Ausführung der in diesen Artikeln genannten Beschlüsse sind der erste beigeordnete Generaldirektor und der zweite beigeordnete Generaldirektor gemeinsam zuständig, um :

1° im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und unbeschadet der Anwendung der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen zur Regelung der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen und zwar bis zu einem Betrag von BEF 1 250 000 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Belgische Francs), ausschließlich Mehrwertsteuer :

- das Sonderlastenheft oder die als ein solches geltenden Schriftstücke abzuschließen und zu genehmigen, das Verfahren einzuleiten und den Abschluß des Auftrags durchzuführen;

- unter Beachtung der in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen eine Preiskontrolle vorzuschreiben, falls diese nicht obligatorisch ist;

- die Handlungen vorzunehmen, die die Durchführung der Aufträge bezüglich der Arbeitsweise des Zentrums betreffen.

2° die Personalverwaltung des Zentrums zu gewährleisten;

3° das Zentrum gegenüber Drittpersonen und vor Gericht zu vertreten in den Gerichtsklagen, in denen es sowohl als Kläger als auch als Beklagter auftritt;

4° im Bereich der Versicherungen alle Maßnahmen zu treffen, insbesondere zugunsten des Personals des Zentrums.

§ 3. Die in § 2, 1° angeführten Vollmachten sind gültig, unter der Bedingung, daß der Gegenstand der Ausgabe, die Art der Auftragsvergabe und die Bedingungen des Auftrags Gegenstand eines Beschlusses des Führungsausschusses waren.

**Art. 5.** Der Führungsausschuß ist befugt, unter den durch ihn festgelegten Bedingungen alle oder einen Teil der Unterschriftsvollmachten, mit denen die leitenden Beamten ausgestattet sind, zu übertragen. Der Minister wird ggf. von dieser Übertragung in Kenntnis gesetzt.

**Art. 6.** Im Dringlichkeitsfall oder im Fall der Abwesenheit während mehr als 8 Tagen eines oder mehrerer leitender Beamten werden die Zuständigkeiten durch die anwesenden leitenden Beamten oder ggf. durch den einzigen anwesenden leitenden Beamten ausgeübt, mit Ausnahme der in Artikel 3 genannten Zuständigkeiten.

**Art. 7.** Der vorliegende Erlaß tritt am 16. Mai 1995 in Kraft.

**Art. 8.** Der Minister der Inneren Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 2500

[C - 27481]

**18 MEI 1995. — Besluit van de Waalse Regering  
tot vaststelling van aanvullende regels i.v.m. de delegaties  
die aan de leidende ambtenaren van het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten worden verleend**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, inzonderheid op de artikelen 5, 7 en 13, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, in werking is getreden op 23 maart 1995;

Overwegende dat in artikel 13, 5°, ervan bepaald is dat de Regering ertoe gemachtigd is de aanvullende regels vast te stellen m.b.t. de aan de leidende ambtenaren van het Centrum toegekende delegaties;

Overwegende dat het noodzakelijk is het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten zo spoedig mogelijk in staat te stellen zijn activiteiten aan te vatten;

Overwegende dat voornoemde aanvullende regels derhalve onverwijld moeten worden vastgesteld;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister die door de Waalse Regering belast wordt met het toezicht op de plaatselijke besturen;

2° centrum : het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

3° decreet : het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van dit besluit zorgen de directeur-generaal, de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal gezamenlijk voor het dagelijkse beheer van het Centrum.

Alle akten en stukken i.v.m. het dagelijkse beheer worden op geldige wijze ondertekend als ze ondertekend worden hetzij door de directeur-generaal en de eerste adjunct-directeur-generaal, hetzij door de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal.

Art. 3. § 1. Er wordt een directiecomité opgericht dat samengesteld is uit de leidende ambtenaren, met name de directeur-generaal, de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal.

§ 2. Binnen het directiecomité nemen de directeur-generaal, de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal gezamenlijk de beslissingen en gaan ze de verbintenissen aan die nodig zijn voor het vervullen van de taken van het centrum, zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet, alsmede voor de werving van contractueel gebonden personeel, overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van het decreet.

Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 3 zijn de directeur-generaal en de eerste adjunct-directeur-generaal gezamenlijk bevoegd om :

1° de begroting van het centrum uit te voeren, in het onderhavige geval, met het oog op de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven ten laste van voornoemde begrotingskredieten en tot een bedrag van F 1 250 000 (één miljoen tweehonderdvijftig frank), exclusief BTW, overeenkomstig de geldende wettelijke, decretale en verordeningbepalingen;

2° de in artikel 12 van het decreet bedoelde leningen aan te gaan.

§ 2. In afwijking van de artikelen 2 en 3 en voor de tenuitvoerlegging van de in die artikelen bedoelde beslissingen zijn de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal gezamenlijk bevoegd om :

1° binnen de perken van de beschikbare kredieten en onverminderd de toepassing van de wettelijke en verordeningbepalingen houdende regeling van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en tot een bedrag van F 1 250 000 (één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank), exclusief BTW :  
- het bestek of de bescheiden die het vervangen, te bepalen en goed te keuren, de procedure te beginnen en de opdracht te gunnen;

- de prijzencontrole op te leggen wanneer deze niet verplicht is, onder de voorwaarden vermeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

- de handelingen te verrichten voor de uitvoering van de opdrachten m.b.t. de werking van het Centrum;  
2° voor het personeelbeheer van het centrum te zorgen;

3° het Centrum tegenover derden en voor rechtsgedingen in rechte te vertegenwoordigen, als eiser of als verweerder;

4° de nodige maatregelen te treffen inzake verzekeringen, met name ten gunste van het personeel van het Centrum.

§ 3. De in § 2, 1°, bepaalde delegaties zijn geldig voor zover het doel van de uitgaven, de wijze waarop de opdracht wordt gegund en de opdrachtvoorwaarden het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing van het directiecomité.

**Art. 5.** Het directiecomité kan, onder de voorwaarden en modaliteiten die het heeft vastgesteld, het geheel of een gedeelte van de bevoegdheden delegeren die aan de leidende ambtenaren worden verleend om bescheiden te ondertekenen. De Minister wordt hiervan op de hoogte gebracht.

**Art. 6.** In geval van dringende noodzakelijkheid of bij afwezigheid van meer dan acht dagen van één of meerdere leidende ambtenaren, worden de bevoegdheden door de aanwezige ambtenaren uitgeoefend of, in voorkomend geval, door de enige aanwezige leidende ambtenaar, met uitsluiting van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 16 mei 1995.

**Art. 8.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME

F. 95 - 2501

[C - 27482]

**1er JUIN 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi de subventions pour l'achat de sonomètres par les provinces et les communes**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 15, y inséré par le décret du 1er avril 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 31 mai 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Donne lieu, dans les limites des crédits budgétaires, à l'octroi d'une subvention en vertu de l'article 15 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, l'achat d'un sonomètre ou d'une chaîne d'appareils de mesures dont la fonction est équivalente.

Le sonomètre ou la chaîne d'appareils de mesures doit :

1. satisfaire aux critères de précision applicables aux appareils de classe 1, définis dans les normes C.E.I. 651 et C.E.I. 804;
2. être muni des dispositifs appelés caractéristiques dynamiques lente et rapide et d'un circuit de pondération A;
3. être apte à mesurer des niveaux sonores  $L_{pa}$  compris entre 30 et 110 dB (A);
4. être apte à mesurer les niveaux  $L_{A, EQ, T}$ ,  $L_{A, max}$ ,  $L_{A, min}$ , ainsi que le niveau statistique  $L_{A, 95\% T}$  tel que ce niveau est défini dans la norme ISO 1996.

**Art. 2.** Chaque appareil est accompagné d'une source d'étalonnage approprié.

**Art. 3.** La subvention s'élève à 80 % du prix d'achat du sonomètre ou de la chaîne d'appareils de mesures, y compris la source d'étalonnage, T.V.A. comprise.

**Art. 4.** Le montant maximum de la subvention est fixé à :

- 1 100 000 F pour une commune de moins de 50 000 habitants;
- 2 200 000 F pour une commune de 50 000 à moins de 100 000 habitants;
- 3 300 000 F pour une commune de 100 000 habitants à 150 000 habitants;
- 4 400 000 F pour une commune de plus de 150 000 habitants, ainsi que pour une province.

Les montants visés à l'alinéa 1er sont multipliés une fois l'an par un facteur égal au rapport :

Indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours / indice des prix à la consommation du mois de janvier 1995.

La subvention peut couvrir l'achat d'un ou plusieurs sonomètres ou celui d'une chaîne d'appareils de mesures.

**Art. 5.** Chaque commune ou province peut introduire une demande de subvention pour le remplacement d'un appareil :

1. lorsqu'il a été jugé irréparable par un laboratoire agréé en vertu de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit;